



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique

Installations classées pour la protection de
l'environnement

commune de LIHONS

Société GURDEBEKE SA

Abrogation d'arrêté de mise en demeure

ARRÊTÉ du - 1 JUIN 2015

La Préfète de la région Picardie
Préfète de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 ; L. 512-7 ; L. 512-10) du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2014 mettant en demeure la société GURDEBEKE SA pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons ;

Vu la visite d'inspection de l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons en date du 13 octobre 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 28 avril 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 19 septembre 2014 que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 avril 2014 étaient respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 - Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 14 avril 2014 délivré à la société GURDEBEKE SA sont abrogées.

Article 2 –

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE S.A. et dont une copie sera adressée au maire de LIHONS.

Amiens, le - 1 JUIN 2015

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY